

Coup d'Etat ou continuation de la révolution populaire ?

mercredi 17 juillet 2013, par [DAHER Joseph](#) (Date de rédaction antérieure : 10 juillet 2013).

Le 30 juin 2013 constitue une nouvelle étape dans le processus révolutionnaire égyptien débuté le 25 janvier 2011. Nous publions ici une analyse à chaud par notre camarade Joseph Daher.

soliaritéS

Sommaire

- [Logiques libérales ou lecture](#)
 - [Le salut par l'armée ?](#)
 - [La révolution continue](#)
-

Les événements se bousculent à l'heure où nous écrivons, dont la mort de plus de 50 membres des Frères Musulmans (FM) au Caire (8 juillet), tombés sous les balles de l'armée... Mais la caractérisation des événements récents par certains gouvernements et médias occidentaux, et les FM en Egypte, comme un simple coup d'Etat militaire contre le président Morsi élu par les urnes, montre un manque de compréhension profond d'un soulèvement continu pour poursuivre les objectifs de la révolution : démocratie, justice sociale et indépendance nationale.

Ces objectifs n'ont à aucun moment été servis par le gouvernement des Frères musulmans. Ils ont au contraire été combattus par eux tout au long de leur année au pouvoir.

La thèse du coup d'Etat ignore les plus grandes manifestations de l'histoire du pays - plus de 20 millions de manifestant·e·s dans les rues le 30 juin dernier - et surtout la résistance continue des classes populaires aux politiques anti démocratiques, anti sociales et pro-impérialiste des Frères musulmans alliés jusqu'ici à l'armée. Entre le 1^{er} janvier et fin mai l'Egypte a connu 5544 mouvements de protestation. Les exigences économiques et sociales, stimulée par les violations des droits des travailleurs-euses et la détérioration des services, ont provoqué les deux tiers de ces manifestations. Plus de 22 millions de signatures (la moitié de la population adulte) ont appuyé la campagne « Rébellion » exigeant le départ du président. Vous avez dit manque de légitimité démocratique ?

Logiques libérales ou lecture révolutionnaire

Les logiques institutionnelles d'un régime présidentiel gouvernant de plus en plus par décret, montrent toujours plus leurs limites (démocratiques et sociales) et ne peuvent servir de prétexte à l'abandon des objectifs d'une révolution qui a déjà coûté de nombreux morts au peuple égyptien. La

démocratie, que nous défendons s'appuie sur la participation et la résistance active des masses populaires dans les rues et lieux de travail, et non sur des élections qui autoriseraient un président et ses ministres à combattre les aspirations populaires. L'article 35 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 24 juin 1793 n'affirme-t-il pas : « *Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs* » ?

En Egypte, on a vu se mettre en marche un processus démocratique par en bas rassemblant des dizaines de millions d'habitant·e·s pour renverser un dirigeant et un parti au pouvoir, qui ont tourné le dos aux objectifs de la révolution et les ont au contraire combattus. Et si l'armée a pris les devants, c'est pour éviter de perdre la main et tenter de garantir la pérennité d'un ordre favorable aux privilèges de la bourgeoisie égyptienne et de ses maîtres impérialistes états-unis.

Le salut par l'armée ?

L'intervention de l'armée ne doit pas faire illusion sur son prétendu rôle de « sauveur » de la révolution, comme le pense à tort Samir Amin ou le courant du Front du salut national (FSN) rassemblant principalement des libéraux et des nationalistes. L'armée est l'ennemie déclarée des classes populaires et de la réalisation des objectifs de la révolution. Son coup de force actuel rappelle celui du 11 février 2011, lorsqu'elle a poussé Moubarak dehors par peur d'un approfondissement de la révolution porté par des mobilisations populaires massives et une généralisation des grèves.

Si l'armée était restée passive, le processus révolutionnaire se serait probablement radicalisé et transformé en menace pour l'Etat capitaliste tout entier, y compris pour le pouvoir économique et politique des militaires. Si l'alliance temporaire entre les FM et l'armée a pris fin le 30 juin, c'est que le mandat donné aux islamistes de mettre un terme au processus révolutionnaire par des mesures anti-démocratiques et antisociales, actions qui n'ont jamais fait l'objet de condamnations par ceux qui aujourd'hui crient aux coup d'Etat, s'est révélé un échec face à la résistance des classes populaires égyptiennes.

L'armée va sans doute donner bientôt mandat aux libéraux, sous la férule de Baradei – l'un des principaux chantres du rôle positif des militaires – de tenter de chevaucher le tigre révolutionnaire et de « rétablir l'ordre ». Il faut donc que les forces progressistes et révolutionnaires soient vigilantes et dénoncent toute atteinte aux droits démocratiques fondamentaux à l'égard de quiconque. Ainsi, malgré le caractère réactionnaire des FM, nous condamnons les meurtres commis à leur encontre par l'armée, l'arrestation de leurs membres et la fermeture arbitraire de leurs chaînes de télévision.

La révolution continue

Ceux qui croient que « le peuple et l'armée sont un » seront vite démentis, tout comme ceux qui ont fait confiance aux Frères musulmans pour poursuivre la révolution après les élections présidentielles de juin 2012.

La gauche radicale s'opposera aux libéraux et aux nationalistes qui s'allient avec l'armée, comme elle a combattu les politiques rétrogrades des FM aux côtés du peuple, lorsqu'ils s'alliaient avec elle. Il est naïf de croire que le peuple égyptien acceptera une nouvelle dictature, civile ou militaire. Prenons exemple sur un mouvement populaire qui a réussi à renverser deux présidents en trente

mois avant de lui donner des leçons...

Comme le déclarait un syndicaliste égyptien commentant la chute de Morsi : « *Ceux et celles qui ont goûté la liberté ne seront pas des esclaves à nouveau. La révolution continuera jusqu'à la réalisation de ses objectifs, quelle que soit la personne qui occupe le palais présidentiel. Nous n'abandonnerons pas la révolution et ne céderons jamais !* »

Joseph Daher

P.-S.

* Paru dans « solidaritéS » n° 231 (11/07/2013). <http://www.solidarites.ch/journal/>